

Répercussions en Suisse

La guerre va briser la croissance

Selon l'institut BAK Economics, la croissance va connaître un sévère coup d'arrêt à cause de l'invasion de l'Ukraine.

Ivan Radja

L'institut BAK Economics publiera jeudi ses prévisions détaillées sur les conséquences de la crise déclenchée par l'agression russe contre l'Ukraine. En voici les principales tendances.

Répliques à long terme

L'attaque contre l'Ukraine représente sans aucun doute un changement d'époque, comme en 1989 et - à la rigueur - comparable aux attentats du 11 septembre 2001, estime l'institut BAK Economics. Outre les conséquences géopolitiques et sociales, cela entraînera également des répercussions économiques.

«Il est encore trop tôt pour pouvoir quantifier les changements à moyen et long terme», déclare Martin Eichler, économiste en chef de BAK Economics, mais les questions les plus importantes peuvent être clairement identifiées. Une pression supplémentaire sur les finances publiques est sans doute inévitable: l'accueil et l'intégration d'éventuels millions de réfugiés ukrainiens, la forte augmentation des dépenses de défense ou la restructuration de l'approvisionnement en énergie et en matières premières représenteront des coûts élevés pour les pays occidentaux.

L'inflation

Une pression continue sur les coûts devrait entraîner un tournant dans l'évolution de l'inflation, et «l'époque d'une éventuelle déflation devrait être révolue», avance l'institut. Cela place la politique monétaire dans un dilemme encore plus grand qu'elle ne l'est déjà entre les hausses nécessaires des taux d'intérêt et le financement de la dette publique. Des changements dans l'orientation de la politique d'innovation et de la coopération mondiale fondée sur la division du travail sont aussi probables. «On peut supposer que, dans l'ensemble, le niveau économique et de prospérité à long terme sera grevé, estime Martin Eichler. Dans quelle mesure, cela dépend également de



Conséquence directe de la guerre, les prix à la pompe ont déjà pris l'ascenseur.

«Dans l'ensemble, le niveau économique sera grevé, de même que la prospérité à long terme.»

Martin Eichler Économiste en chef de BAK Economics

l'évolution des réactions politiques.»

«Les inquiétudes concernant l'inflation continuent de croître en raison de l'évolution actuelle, ce qui place la politique monétaire dans un dilemme encore plus grand qu'auparavant», constate Martin Eichler. À court terme, cela pourrait entraîner un retard dans la normalisation de la politique monétaire, mais à moyen terme, celle-ci pourrait s'accélérer. Une chose est sûre, cette question va rester présente dans les mois à venir.

De manière générale, l'institut souligne que l'impact économique exact de l'attaque contre l'Ukraine est encore très incertain et dépend de l'évolution de la guerre, ainsi que du régime de sanctions déterminé politiquement. «Avec les faits déjà connus, le conflit coûtera aussi à la Suisse au moins un demi-point de croissance cette année. Mais cela pourrait aussi être beaucoup plus!» prévient toutefois Marc Bros de Puechredon, président de la direction de BAK Economics.

La Suisse ne tombera pas en récession, évalue l'institut, mais la

reprise postcoronavirus sera sévèrement affaiblie: au lieu d'un bon 3%, la croissance en 2022 ne devrait atteindre qu'environ 2,5%, et probablement 1,5% en 2023.

Le franc fort

Le franc a atteint lundi la parité avec l'euro. Bien que la tendance à l'appréciation existe depuis un certain temps, ce seuil a une certaine signification psychologique. D'un point de vue économique, il ne s'agit toutefois pas d'un bouleversement, tempère Martin Eichler: «Contrairement aux années 2009-2011 ou 2015, date de l'abandon du taux plancher, où les fortes réévaluations du franc ont constitué un défi majeur pour l'industrie d'exportation suisse, la parité ne constitue pas un enjeu spécifique aujourd'hui.»

D'une part, l'industrie d'exportation s'est adaptée avec succès à un franc plus fort ces dernières années et peut donc faire face à la dernière vague d'appréciation. D'autre part, il faut tenir compte de l'évolution réelle: si l'inflation a augmenté en Suisse, elle a augmenté beaucoup plus dans la zone euro. Un différentiel d'inflation d'au moins 3 points de pourcentage réduit sensiblement l'impact réel de l'appréciation du franc. «Malgré la parité, le franc est moins fort en termes réels qu'il ne l'était en 2011 ou 2015», résume Martin Eichler.

La flambée du pétrole

Les prix de l'énergie explosent en ce moment et, bien que les combustibles fossiles jouent un rôle moins important en Suisse qu'en Allemagne par exemple, cela a un

impact énorme sur l'inflation. Cette situation frappe durement les ménages privés, ainsi que les secteurs économiques à forte consommation d'énergie en particulier. «Cependant, grâce au mix énergétique favorable et au franc fort, qui absorbe une partie de l'inflation, les effets en Suisse devraient être moins importants qu'ailleurs en Europe», nuance Martin Eichler.

Le plus grand défi économique pour les Suisses se posera donc lorsque, par exemple, de nouveaux problèmes de chaîne d'approvisionnement dans l'industrie automobile allemande feront baisser la demande des fournisseurs suisses en raison de l'interconnexion avec les sites de production d'Europe de l'Est.

Le gaz

La conseillère fédérale Simonetta Sommaruga a été claire: il est impératif à terme de se passer du gaz russe, qui représente près de la moitié de nos importations. Pour se tourner vers quelles sources d'approvisionnement? La Suisse n'est pas à même d'en décider seule, rappelle l'institut: «Dans ce cas, seules des solutions communes avec l'UE sont envisageables, ne serait-ce que parce qu'un terminal GNL n'est guère envisageable à Bâle. On ne sait pas encore exactement d'où et comment cela peut se faire, mais il est certain que ce ne sera pas possible à des prix plus bas qu'actuellement.»

Les échanges avec l'Est

L'annonce par Stadler Rail de la délocalisation de ses infrastruc-

tures de Biélorussie en Pologne est emblématique du désengagement des entreprises à l'Est. Tout comme la décision de Swatch Group de suspendre ses exportations vers la Russie. Toutefois, et sans minimiser l'importance ponctuelle de ces réorganisations, la Russie et - plus encore - l'Ukraine jouent un rôle secondaire pour la Suisse, pointe Martin Eichler: «Seulement 1% des exportations suisses est destiné à la Russie, et 0,2% à l'Ukraine.» Au chapitre des importations, la part de la Russie, comme de l'Ukraine, ne dépasse pas 0,1%.

Pour l'économie suisse, rappelle-t-il, «les effets indirects, par exemple à travers les prix et l'inflation, mais plus encore à travers la demande de nos partenaires commerciaux mondiaux, sont beaucoup plus importants». Au premier rang desquels figure l'Allemagne, très exposée aux conséquences du conflit.

«L'économie allemande sera probablement beaucoup plus touchée directement que la suisse, estime Martin Eichler. Cependant, nous ne voyons pas pourquoi les relations commerciales avec l'Allemagne devraient changer radicalement, même si le développement économique de ce pays aura également un impact sur la Suisse en raison de l'étroite interdépendance.»

Lire l'éditorial en une: «La réponse économique à Poutine»

Suisse

La majorité des femmes travaille à temps partiel

Le travail à temps partiel est très répandu chez les femmes en Suisse. En 2020, 79% des femmes actives occupées âgées de 15 à 64 ans et ayant des enfants de moins de 15 ans travaillaient à temps partiel, peut-on lire dans un communiqué de l'Office fédéral de la statistique lundi. Une grande partie d'entre elles ont un taux d'occupation compris entre 20 et 69%. La proportion d'hommes travaillant à temps partiel est, quant à elle, de 13%. Indépendamment du sexe, seules 8% des personnes actives occupées à temps partiel le sont contre leur gré. **ATS**

Flirt avec la parité

Cours du franc Lundi, vers 2h20, la monnaie helvétique a atteint 0,9973 franc pour un euro, avant de se relâcher un peu. À 6h15, la paire de devises s'échangeait à 1,00060 EUR/CHF. La devise suisse avait pour la dernière fois atteint la parité en 2015 après l'abandon du taux plancher par la BNS. **ATS**

Bénéfice à la BNS

Bilan 2021 La Banque nationale suisse a enregistré un bénéfice net en hausse d'un quart à 26,3 milliards de francs, un résultat conforme aux chiffres préliminaires publiés début janvier. Comme prévu, l'institut d'émission procèdera au versement d'un dividende de 15 francs par actions, soit le maximum possible prévu par la loi. **ATS**

Argent Les marchés boursiers

Indices boursiers					
INDICE	CLÔTURE	VAR.*	INDICE	CLÔTURE	VAR.*
SPI	14163.41▼	-0.97%	Stoxx 50	3396.77▼	-0.83%
SMI	11204.67▼	-0.84%	Dow Jones	32919.00▼	-2.07%
CAC 40	5982.27▼	-1.31%	Nasdaq Comp.	13038.16▼	-2.07%
FT 100	6959.48▼	-0.40%	Nikkei	25221.41▼	-2.94%
Xetra DAX	12834.65▼	-1.98%	Shanghai Comp.	3534.89▼	-2.17%
Euro Stoxx 50	3512.22▼	-1.23%	Bovespa	112866.95▼	-1.40%

*VAR = Variation par rapport à la veille Les données américaines datent d'hier à 18h30

SMI (Swiss Market Index)							
TITRE	CLÔTURE	VAR.*	VAR.**	TITRE	CLÔTURE	VAR.*	VAR.**
ABB N	28.74	-0.5	+1.7	Partners Grp N	1096.50	+1.2	+0.5
Alcon	68.44	-0.3	+8.0	Richemont N	105.40	-2.3	+18.7
CS Group N	6.54	-4.3	-49.7	Roche BJ	340.—	+1.5	+12.2
Geberit N	581.40	0.0	+2.1	SGS N	2516.—	+1.7	-4.6
Givaudan N	3740.—	-1.0	+7.5	Sika N	283.80	-2.1	+11.4
Holcim N	41.17	-1.7	-23.6	Swiss Life N	499.—	-3.9	+8.4
Logitech	65.90	-2.5	-25.1	Swiss Re N	75.—	-2.7	-18.1
Lonza Group N	610.—	+0.3	+12.6	Swisscom N	558.60	+0.8	+17.3
Nestlé N	113.30	-2.2	+14.0	UBS N	14.24	-2.1	-3.8
Novartis N	76.85	-0.7	-2.5	Zurich Ins. N	389.70	-1.5	-2.4

*VAR = Variation par rapport à la veille ** VAR = Variation sur un an

Valeurs romandes importantes							
TITRE	CLÔTURE	VAR.*	VAR.**	TITRE	CLÔTURE	VAR.*	VAR.**
Addex	0.75	-2.3	-55.4	Kudelski	3.02	-3.8	-35.7
Aevis	16.25	+4.8	+31.0	Leclanché	0.42	+1.4	-56.6
Alcon	68.44	-0.3	+8.0	Lem	1878.—	-8.8	+1.7
APG SGA	177.60	+1.3	-6.0	Romande Energie	1250.—	-2.0	+4.6
BCV	72.60	-2.7	-24.0	Swatch Group P	236.80	-1.8	-16.9
BCGE	161.—	-0.3	+0.3	Swissquote	139.40	-0.1	+42.5
Bobst	76.55	+2.1	+23.4	Temenos	77.32	+0.3	-41.4
Co. Fin. Tradition	100.—	-3.4	-11.1	Vaudoise Assur.	402.—	-1.5	-14.1
Groupe Minoteries	390.—	-5.3	+14.7	Vetropack	42.65	+2.3	-27.5

*VAR = Variation par rapport à la veille ** VAR = Variation sur un an

Métaux précieux				Monnaies (Billets)		
	ACHAT CHF/KG	VENTE CHF/KG		ACHAT	VENTE	
Or	58504.—	59004.—	1976.40	1977.40	Euro	0.9800
Ag	751.00	766.00	25.49	25.55	Dollar US	0.8850
Vreneli		337.—	363.—		Livre Sterling	1.1515
					Dollar Canadien	0.6850
					100 Yens	0.7535
					100 Cour. suéd.	8.5400
					100 Cour. norvég.	9.4400
					100 Cour. dan.	12.6500

Sponsorisé par:

GONET

BANQUIERS 1845

Source: **FINANZ und WIRTSCHAFT**

L'Europe peut-elle se passer de l'or noir russe?

● Faut-il couper le robinet russe? Telle est la question posée sur le tapis par les Américains durant le week-end. «Il est fondamentalement stupide pour nous de continuer à acheter des matières premières russes et de permettre à Poutine de générer des fonds qu'il peut ensuite utiliser contre le peuple ukrainien», déclarait Joe Manchin dimanche sur NBC. Le sénateur démocrate réagissait à la proposition faite le même jour par le secrétaire d'État, Antony Blinken, de décréter un embargo occidental sur le pétrole et le gaz russes. Le haut fonctionnaire américain suggère même que les États-Unis montrent l'exemple, et cela quitte à faire cavalier seul. Le fait est que le sacrifice qu'engendrerait ce nouveau boycott serait moindre outre-Atlantique. Car, aussi

polluante soit-elle, l'extraction du gaz de schiste a fortement réduit la dépendance américaine aux énergies fossiles étrangères ces dernières années, dont celles venues de Russie. Cette solution, le Vieux-Continent ne l'a pas, comme le rappelle dans une note l'analyste senior d'OANDA Craig Erlam. «Il n'existe pas une abondance d'alternatives à l'heure actuelle», souligne l'expert, qui juge qu'un tel embargo deviendrait un «problème majeur pour l'Europe». À ce stade, 40% du gaz que les nations européennes brûlent est extrait en Russie. Quant au pétrole russe, il représente un quart de la consommation européenne. «Entre Bruxelles et Moscou, nous sommes dans une situation de «je te tiens, tu me tiens, par la barbichette»: aucun

des deux camps ne peut se passer rapidement de l'autre», rappelait Francis Perrin, directeur de recherche à l'IRIS, dans une récente chronique. Les marchés n'ont naturellement pas apprécié ce nouvel élan des puissances occidentales à l'endroit de la Russie et de ses précieuses ressources fossiles. Ce lundi, le baril de Brent - référence européenne du pétrole - s'est envolé, allant jusqu'à atteindre 139,13 dollars (+17,8%), un niveau se rapprochant dangereusement des records atteints en juillet 2008. À noter que le prix de son équivalent américain (WTI) augmentait sur une fourchette similaire. Le scénario d'un baril à 150 dollars, voire à 200 dollars, apparaît chaque jour plus plausible. Chez JP Morgan, on table déjà sur une référence

mondiale en fin d'année à 185 dollars le baril en cas de perturbation persistante de l'approvisionnement russe. «La bonne nouvelle, c'est que quand les analystes n'ont plus aucun complexe pour augmenter leurs objectifs à coup de 100 dollars, l'on arrive en général au bout du mouvement haussier», rappelle le trader Thomas Veillet sur *investir.ch*. En Suisse, la mauvaise nouvelle se fera par contre de plus en plus sentir à la pompe. Au moment de payer leur plein d'essence ces prochains mois, puis de faire leur plein de mazout au début de l'hiver prochain, les Suisses devraient mieux percevoir à quel point notre pays dépend des énergies fossiles russes et à quel point il a pris un retard majeur dans celles dites renouvelables. **OWU**